

Le rebond d'activité se fait attendre en Basse-Normandie au 2^e trimestre 2013

Le rebond de la croissance constaté en France au deuxième trimestre a été peu sensible en Basse-Normandie. Il a fallu attendre l'été pour voir émerger des signes d'une reprise dans la région. La croissance des exportations et la reconstitution des stocks, en prévision de la période estivale, n'ont pas suffi à relancer durablement l'activité, pénalisée par une demande domestique encore atone. Très présente dans la région, l'industrie agroalimentaire a été parmi les plus touchées par le recul de l'activité.

Faute d'une demande suffisante, tant privée que publique, l'activité dans la construction est restée en berne. Après un trimestre de sur-saut le commerce, a perdu à nouveau des emplois permanents. Dans le tourisme les conditions météorologiques du printemps ont contrarié la fréquentation.

L'emploi salarié non agricole décline encore sensiblement au deuxième trimestre (- 0,6 %), et ce dans tous les secteurs d'activité et sur toute la région. Le taux de chômage s'établit à 9,8 % de la population active (contre 10,5 % en France métropolitaine). Sur un an, il a augmenté de 0,6 point. Fin juin, 103 100 demandeurs inscrits étaient immédiatement disponibles pour occuper un emploi en Basse-Normandie.

Les prémices de reprise constatées au cours de l'été pourraient se confirmer au troisième trimestre. La demande adressée à l'industrie progresse. Les anticipations des industriels concernant l'évolution future de la demande à l'horizon de la fin de l'année s'améliorent plus nettement. De plus, la météo estivale a relancé les activités liées au tourisme. Par ailleurs, après une baisse en début d'année, les créations d'entreprises repartent à la hausse au deuxième trimestre de façon plus nette en Basse-Normandie qu'en moyenne nationale.

Alain COËNON, Anne-Solange GONY, Matthieu BOIVIN, Insee Basse-Normandie

Rebond de l'activité mondiale

Au 2^e trimestre 2013, l'activité a surpris par son dynamisme dans les économies avancées (+ 0,6 % après + 0,3 %). Elle a notamment accéléré aux États-Unis (+ 0,6 % après + 0,3 %) et au Royaume-Uni (+ 0,7 % après + 0,4 %) et a progressé vigoureusement au Japon. A contrario, la croissance s'est tassée au 2^e trimestre dans les économies émergentes.

La zone euro a renoué comme attendu avec la croissance (+ 0,3 %), après six trimestres de récession, avec une nette accélération de l'activité en Allemagne (+ 0,7 %) et en France (+ 0,5 %). L'ensemble des postes de demande, à l'exception des stocks, ont participé à ce mouvement. En particulier, l'investissement a progressé légèrement, mettant fin à huit trimestres de baisse.

Dans les économies avancées, l'amélioration cet été du climat des affaires laisse à penser que l'embellie va se poursuivre d'ici la fin de l'année.

L'activité dans la zone euro devrait continuer de croître au second semestre (+ 0,1 % au troisième trimestre puis + 0,3 % au quatrième), stimulée par le faible niveau de l'inflation, une modération de la consolidation budgétaire et le redressement de l'investissement après un ajustement très marqué.

L'éclaircie se confirme en France

L'activité a fortement rebondi en France au 2^e trimestre 2013 (+ 0,5 % après - 0,1 %), notamment grâce à une industrie manufacturière en nette accélération (+ 2,0 % après + 0,2 %). De plus, les températures d'avril et mai, inférieures aux normales saisonnières, ont maintenu à un niveau élevé les dépenses de chauffage des ménages, si bien que la production d'énergie a accéléré au 2^e trimestre (+ 2,0 % après + 0,7 %). En revanche, l'activité dans la construction a continué de se contracter (- 0,7 % après - 0,8 %), tant dans l'entretien du logement que dans les nouveaux bâtiments.

Depuis cet été, le climat des affaires s'améliore nettement dans l'ensemble des secteurs. Le PIB progresserait de 0,2 % en 2013, avec une nette accélération sur l'année portée par le rebond de la production manufacturière.

L'emploi total progresserait au second semestre, du fait de l'augmentation des emplois aidés dans le secteur non marchand. Le taux de chômage s'établirait à 11 % fin 2013.

Le pouvoir d'achat des ménages progresserait à nouveau en 2013 (+ 0,5 % après - 0,9 % en 2012). En effet, les prélèvements effectifs ralentiraient nettement et la baisse de l'inflation ne se transmettrait qu'en partie aux salaires.

Baisse de l'emploi salarié dans tous les secteurs

Au niveau France entière, le recul de l'emploi marchand s'est accentué au deuxième trimestre par rapport au trimestre précédent (- 0,2 %).

En Basse-Normandie, après une baisse continue les quatre trimestres précédents, l'emploi salarié non agricole décline encore sensiblement au deuxième trimestre (- 0,6 %). Contrairement au trimestre précédent, cette nouvelle dégradation concerne tous les secteurs. Elle touche en premier lieu, l'intérim, principale variable d'ajustement de l'emploi aux variations conjoncturelles (- 1,9 %).

Dans l'industrie, la baisse des emplois permanents continue (- 0,5 %). Les secteurs de l'industrie agroalimentaire, de l'industrie automobile et de la fabrication d'autres produits industriels sont particulièrement touchés.

Le tertiaire marchand hors intérim perd 950 emplois (- 0,5 %), principalement dans l'hébergement-restauration, dans les activités scientifiques et techniques et dans les services administratifs et de soutien. Dans le commerce, 230 emplois sont détruits (- 0,3 %).

Le déclin passé des mises en chantier de logements neufs continue de se faire ressentir dans le secteur de la construction, où les effectifs salariés décroissent pour le sixième trimestre consécutif (- 0,4 %).

Des trois départements bas-normands, l'Orne est le plus touché par les pertes d'emploi salarié des secteurs marchands non agricoles (- 1 %), principalement l'intérim et la construction. Les effectifs salariés régressent aussi sensiblement dans la Manche (- 0,7 %), en premier lieu l'intérim et les services marchands hors intérim. Dans le Calvados, l'emploi salarié permanent résiste mieux que dans les deux autres départements bas-normands (- 0,3 %). Les emplois y sont majoritairement détruits dans les secteurs de l'industrie, de la construction et du tertiaire marchand hors intérim.

L'emploi salarié en Basse-Normandie est donc toujours loin de retrouver son niveau d'avant la crise. Depuis le pic du quatrième trimestre 2007, 18 400 emplois ont été détruits, pour une large majorité dans l'industrie et l'intérim.

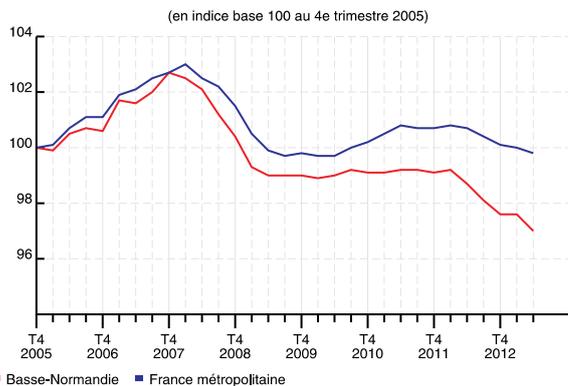
Cependant, l'amélioration de la conjoncture attendue pour la fin de l'année laisse présager d'une inflexion à venir.

Le chômage reprend sa progression

Au deuxième trimestre 2013, en Basse-Normandie, le taux de chômage s'établit à 9,8 % de la population active, soit une hausse de 0,1 point par rapport au trimestre précédent. Le taux de chômage bas-normand atteint ainsi son plus haut niveau depuis 1999. Il est toutefois inférieur de 0,7 point au taux de chômage métropolitain au sens du BIT (10,5 %). Sur un an, de juin 2012 à juin 2013, le taux de chômage augmente de 0,6 point en Basse-Normandie, soit légèrement moins qu'en France métropolitaine (+ 0,7 point).

Au deuxième trimestre, le Calvados a le taux de chômage le plus élevé (10,2 %). Dans l'Orne, il s'établit à 9,9 % de la population active. La Manche présente quant à elle le taux le plus faible des trois départements bas-normands (8,9 %). Sur les douze derniers mois, le taux de chômage augmente dans des proportions équivalentes dans les trois départements.

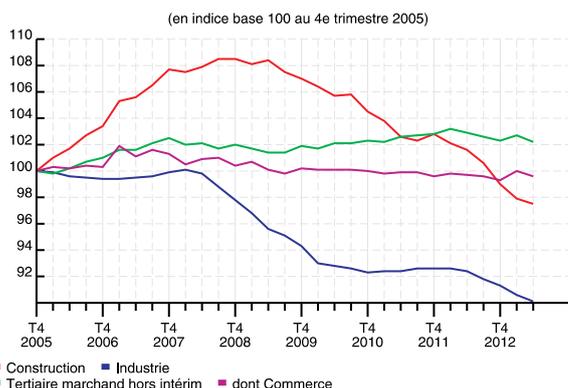
Évolution de l'emploi salarié marchand



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi

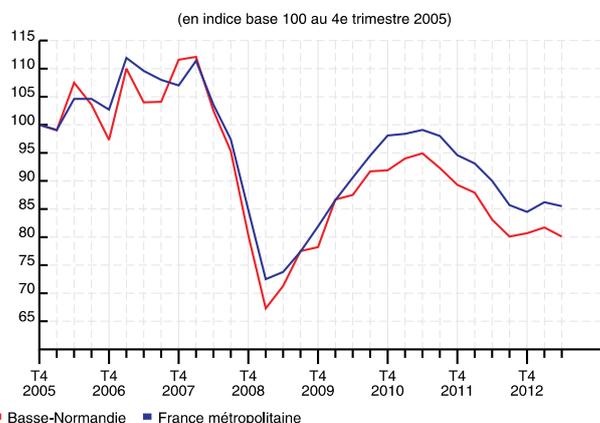
Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur en Basse-Normandie



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi

Évolution de l'emploi intérimaire



Champ : emploi en fin de trimestre ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi

Les difficultés du marché de l'emploi régional au deuxième trimestre sont confirmées par l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi : + 2,6 % fin juin 2013 par rapport à fin mars 2013, soit 2 600 demandeurs d'emploi supplémentaires. Cette hausse est plus importante que celle observée en France métropolitaine (+ 1,2 %). Dans la région, cette progression des DEFM concerne toutes les catégories de demandeurs : + 3,7 % pour les seniors et les demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus, + 3 % chez les moins de 25 ans. Au total, fin juin 2013, 103 100 demandeurs inscrits étaient immédiatement disponibles pour occuper un emploi en Basse-Normandie. Les dernières données disponibles laissent cependant entrevoir l'amélioration de la situation au cours de l'été.

L'activité dans la construction toujours en berne

Au second trimestre, tant au niveau régional qu'au niveau national, l'activité dans la construction a continué de se contracter. Globalement, la demande, tant privée que publique, reste mal orientée.

Les activités de gros œuvre, à défaut d'une réelle reprise du marché du neuf, sont soutenues par les mises aux normes des bâtiments agricoles et des bâtiments publics. Dans le second œuvre, les entreprises doivent faire face à une baisse de la demande sur le marché de l'entretien-amélioration. Cependant, leur activité continue d'être portée par la mise aux normes d'accessibilité des bâtiments au handicap et au vieillissement.

Les entreprises de travaux publics sont quant à elles fortement touchées par les difficultés budgétaires et de financement des collectivités.

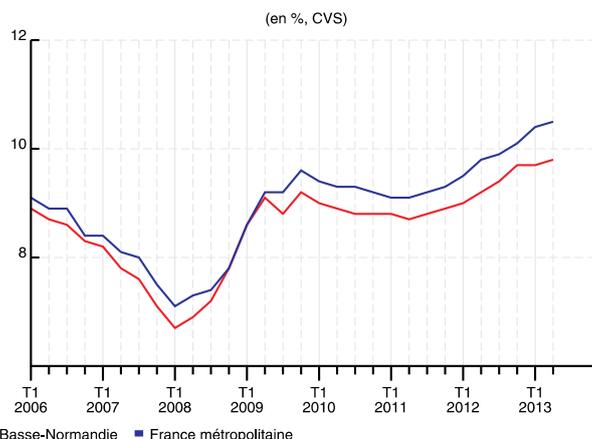
La plupart des entreprises s'estiment en capacité de faire face à une augmentation d'activité à moyens de production constants. Par conséquent, l'investissement reste en recul et les effectifs continuent de décroître (- 0,4 %).

Faible demande et forte concurrence inquiètent fortement les professionnels du bâtiment. Ils enregistrent de nouvelles baisses de prix qui, conjuguées à l'allongement des délais de paiement des clients, aggravent les difficultés de trésorerie de leurs entreprises.

Le nombre de procédures de suppression d'emplois d'au moins 10 salariés progressent, à l'image de la procédure de liquidation judiciaire de l'entreprise CPES à Vimont (14) qui s'est traduite par la suppression de 47 emplois.

La légère reprise constatée du nombre de permis de construire délivrés, notamment pour les maisons individuelles, laisse espérer une progression de l'activité du secteur au second semestre. De plus elle pourrait être dopée par une progression de la demande de travaux de rénovation afin d'anticiper l'augmentation au 1er janvier 2014 du taux de TVA (de 7 % à 10 %) applicable sur les travaux réalisés dans les logements de plus de 2 ans.

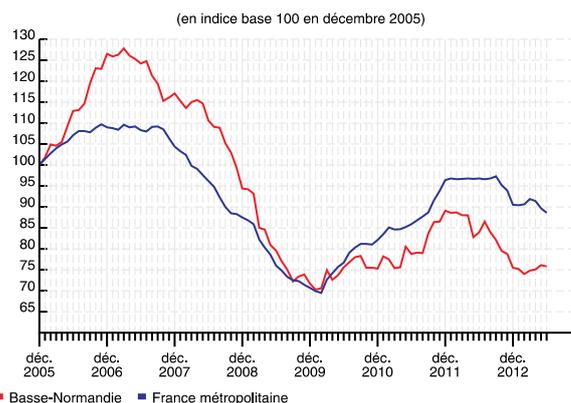
Taux de chômage



Note : données trimestrielles.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

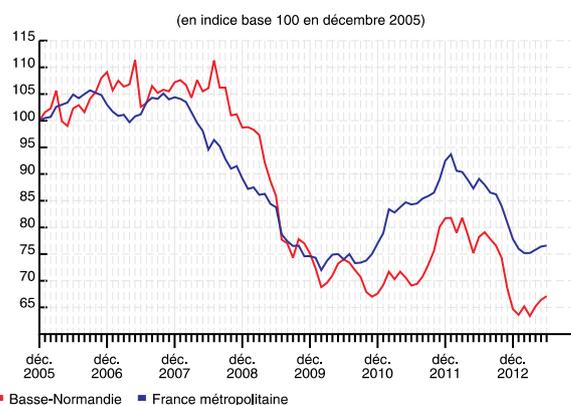
Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.

Source : SOeS, Sit@del2

Évolution du nombre de logements commencés



Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.

Source : SOeS, Sit@del2

Météo et touristes français n'ont pas été au rendez-vous

Au deuxième trimestre, la fréquentation hôtelière a baissé de 3 % par rapport au deuxième trimestre 2012. Les mauvaises conditions météorologiques du printemps ont nettement contrarié l'activité touristique, surtout en avril et en juin, tandis que le mois de mai a connu une fréquentation supérieure aux trois années précédentes. Une nouvelle fois, la désaffection de la clientèle française (- 5,5 % de nuitées) n'a pas été compensée par l'augmentation de la clientèle étrangère (+ 5,5 % de nuitées), celles-ci ne représentant au deuxième trimestre qu'un quart du total des nuitées.

Le taux d'occupation des capacités d'accueil baisse de 59,5 % à 58 %. Si la baisse est moins marquée dans le Calvados, elle est de 2 points dans la Manche et dans l'Orne.

Dans un contexte de nouvelle classification des hôtels, l'offre de chambres par catégorie a largement évolué, entraînant des variations de fréquentation parfois importantes d'une année sur l'autre. Les hôtels de 0-1 étoile ont connu une baisse de fréquentation de 23 %, équivalente à la diminution de l'offre. En revanche, les hôtels de 2-3 étoiles enregistrent une baisse de fréquentation (- 6 %), un peu plus importante que la diminution de l'offre de chambres (- 4 %). L'augmentation de 43 % de la fréquentation dans les hôtels de 4 et 5 étoiles reste en deçà de l'accroissement de l'offre de chambres (+ 53 %).

Au niveau France métropolitaine, si la fréquentation affiche une baisse moins marquée (- 0,6 %), les tendances ont été les mêmes au deuxième trimestre : baisse de la fréquentation française (- 3,4 %) et regain de la fréquentation étrangère (+ 4,5 %).

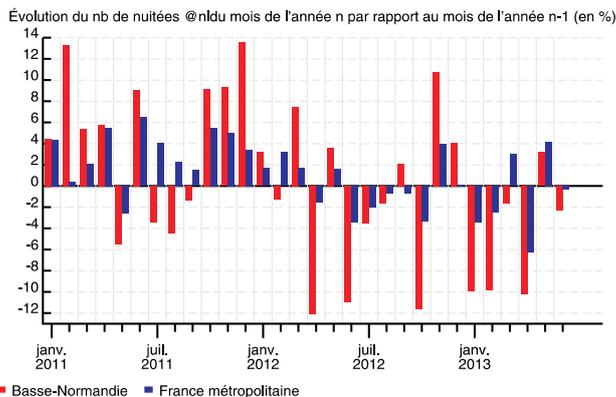
En revanche, les mois de juillet et d'août, qui ont connu des conditions météorologiques très favorables, ont profité d'une fréquentation importante qui a plus que compensé un morne début de saison.

Reprise des créations d'entreprises

Après une baisse au premier trimestre, le nombre de créations d'entreprises bas-normandes repart à la hausse : 2 100 nouvelles entreprises ont vu le jour au deuxième trimestre (+ 2,4 % contre - 3,7 % en France métropolitaine). Les créations d'entreprises hors auto-entrepreneurs affichent une hausse pour le quatrième trimestre consécutif (+ 3,7 % contre + 1,4 % en France métropolitaine). Les créations d'entreprises sous le régime d'auto-entrepreneur progressent après un repli depuis quatre trimestres (+ 1,2 % contre une chute de 8 % en France métropolitaine). Les auto-entreprises représentent toujours plus de la moitié des créations, tant en Basse-Normandie que sur l'ensemble du territoire national.

En données mensuelles brutes à la date de jugement cumulées sur un an, les défaillances d'entreprises en juin 2013 sont stables en Basse-Normandie (+ 0,7 %) comme en France métropolitaine (+ 0,1 %).

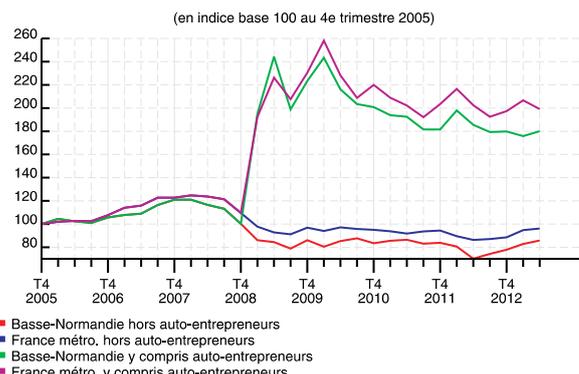
Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Note : données mensuelles brutes. Suite au changement de méthode intervenu début 2013, les données 2011 et 2012 ont été rétropolées.

Source : Insee, DGCIS, partenaires régionaux

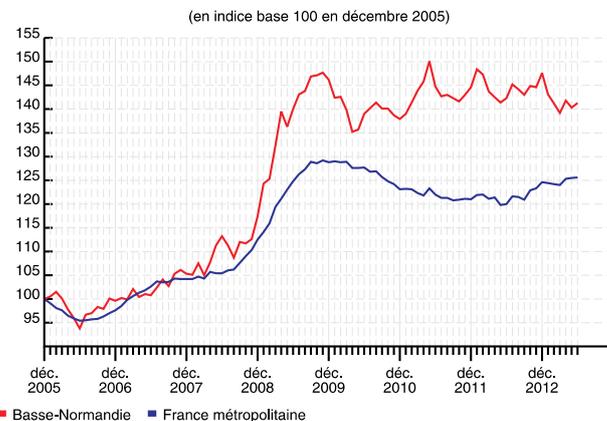
Créations d'entreprises



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.
Note : les créations d'entreprises hors auto-entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et corrigées des variations saisonnières (CJO-CVS), les créations sous régime d'auto-entrepreneur sont brutes. Données trimestrielles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Défaillances d'entreprises



Note : données mensuelles brutes au 10 septembre 2013, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.

Source : Fiben, Banque de France